

La Françafrique existe-t-elle encore ?

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 01 mars 2012

La France a des liens particuliers avec de nombreux pays africains. L’histoire commune de la France et de l’Afrique continue même si ses modalités évoluent.

L’encyclopédie Wikipedia donne la définition suivante de ce vocable :

« L’expression "**Françafrique**" est un terme utilisé pour qualifier, généralement de manière polémique, l’action **néocoloniale** prêtée à la **France en Afrique**, soit l’ensemble des relations personnelles et des mécanismes politiques, économiques et militaires qui lient la France à ses anciennes colonies africaines, ainsi qu’à un certain nombre d’autres pays africains. Héritées dans la plupart des cas d’un passé colonial commun, ces relations s’appuient sur des réseaux officiels mais surtout officieux... Le terme « Françafrique » a été popularisé par le contexte de l’actualité (**Affaire Elf**, crise en **Côte d’Ivoire**, etc.), il a depuis été repris par les médias¹ pour désigner globalement les relations particulières entre la France et ses anciennes colonies africaines, regardées sous un angle critique. » Il faudrait ajouter que l’expression s’applique aux pays situés au sud du Sahara et n’est guère employée en ce qui concerne les anciennes possessions françaises du Maghreb.

Présence française en Afrique

La France entretient des relations particulières, bilatérales, en Afrique au sud du Sahara, avec une vingtaine d’États francophones. Ces relations sont régies par le **ministère des Affaires étrangères** dont dépend le ministre chargé de la coopération. L’intérêt spécifique de la France à l’Afrique est marqué par la tenue périodique de « sommets France – Afrique ». Le ministère pilote directement des opérations de coopération mais d’autres sont effectuées par l’Agence Française de Développement (AFD). Il faut aussi noter que plusieurs ministères ont des « directions des affaires internationales » qui mènent leurs propres interventions.

La France maintient une présence militaire permanente en Afrique à Djibouti, au Gabon, au Tchad et en Côte-d’Ivoire. Cette présence s’est récemment réduite au Sénégal et la tendance est au désengagement. En outre, des missions de coopération militaire sont présentes dans la plupart des pays francophones au sud du Sahara. Des actions ponctuelles de soutien aux forces armées locales sont en cours dans la zone saharo-sahélienne troublées par les actions d’Aqmi et les rebellions touarègues.

La **Zone franc** est constituée de zones **géopolitiques** où sont utilisées des **monnaies** qui étaient autrefois liées au **franc français** (**anciennes colonies** ou **territoires d’outre-mer**) et sont aujourd’hui liées à l’**euro** par un système de **parité** fixe garanti par des **bons du Trésor** français.

La France intervient aussi en tant que membre de l’Union Européenne dont elle finance à 25% le Fonds de Développement ainsi que par sa participation aux institutions internationales (PNUD, FMI, Banque

Mondiale, etc.).

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) petites ou grandes assurent une aide ciblée et un contact personnel entre Français et Africains.

L'Organisation internationale de la **Francophonie** (OIF) est une *institution dont les membres (États ou gouvernements participants) partagent ou ont en commun la [langue française](#) et certaines valeurs (comme, notamment, la diversité culturelle, la paix, la gouvernance démocratique, la consolidation de l'État de droit, la protection de l'environnement).*^[1]

Les statistiques de l'OIF sont toutes issues des statistiques officielles des gouvernements concernés ; au final l'OIF dénombre **les francophones sachant lire, comprendre et écrire le français**.

L'OIF insiste sur le fait que ce nombre est **sous-évalué** car un grand nombre d'Africains parle le français mais ne sait pas l'écrire : la Côte d'Ivoire, par exemple, ne compte que 48% de francophones sachant écrire le français, mais si l'on compte les francophones sachant juste le parler ce pourcentage monte à 90% de la population.

	Population	Francophones	% pop.
Mauritanie	3 100 000	322 400	10,4 %
Bénin	8 400 000	2 142 000	25,5 %
Burkina Faso	13 900 000	650 000	5 %
Burundi	7 800 000	624 000	8 %
Cameroun	16 400 000	7 343 400	44,8 %
Cap-Vert	480 000	96 000	20 %
République centrafricaine	4 200 000	945 000	22.5%
République du Congo	4 000 000	2 400 000	60 %
République démocratique du Congo	60 800 000	24 320 000	40 %
Côte d'Ivoire	18 200 000	12 700 000	70 %
Djibouti	799 000	159 800	20 %
Gabon	1 400 000	1 200 000	80 %
Guinée-Bissau	1 600 000	16 000	1 %
Guinée équatoriale	500 000	300 000	60 %
Mali	13 500 000	2 214 000	16,4 %
Niger	14 000 000	1 260 000	9 %
Rwanda	8 700 000	783 000	9 %
Sao Tomé-et-Principe	150 000	97 500	65 %
Sénégal	11 700 000	3 627 000	31 %
Tchad	9 700 000	1 940 000	20 %
Togo	6 100 000	2 000 000	32,8 %
Comores	670 000	312 200	46,6 %
Madagascar	17 300 000	3 529 200	20,4 %
Maurice	1 200 000	872 500	72,7 %

Seychelles	80 000	48 000	60 %
	224 679 000	69 902 700	31,11 %

Tableau extrait de Wikipedia

Les pays francophones de l’Afrique au sud du Sahara représentent environ 25% de la population du sous continent. Le plus important est la République Démocratique du Congo (2,5 millions de km², 60 millions d’habitants) dont la capitale, Kinshasa, avec environ 10 millions d’habitants, serait la plus grande ville francophone du monde. Alors qu’il dispose de richesses naturelles considérables, le Congo reste un pays pauvre en raison de l’effondrement de l’État. La guerre est toujours présente à l’est du pays.

L’histoire a créé des liens particuliers entre la France et une partie de l’Afrique au sud du Sahara. Mais on observe immédiatement qu’il ne s’agit que d’une partie relativement réduite du sous continent. L’Afrique au sud du Sahara est surtout anglophone et aucun pays francophone ne peut se poser en leader continental : le plus grand pays par sa population est le Nigéria (162 millions d’habitants) et la plus forte économie est celle de l’Afrique du Sud.

Evolution comparée

L’hebdomadaire « Jeune Afrique » a fait récemment un tableau plutôt négatif des États francophones comparés aux anglophones en matière de développement : 7 des dix pays les plus mal classés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sont des États africains francophones. La croissance économique annuelle moyenne des États francophones est de 2 points inférieure à celle des anglophones. Les pays francophones offrent de petits marchés, peu intégrés, où les chances de croissance sont réduites. La mentalité entrepreneuriale est beaucoup moins développée dans la zone francophone où l’idéal du « fonctionnaire » reste très prégnant. Le franc CFA a des avantages de stabilité mais, piloté de l’extérieur, il n’est pas forcément bien adapté à l’évolution des économies locales. Les infrastructures de transport sont insuffisantes et pénalisent lourdement les pays enclavés. Enfin, la corruption est partout présente et les rentes apportées par les industries extractives et le pétrole sont en grande partie détournées du développement par les acteurs gouvernementaux. Mais, en ce qui concerne les lacunes de la gouvernance, francophones et anglophones sont sur le même plan.

Le commerce franco-africain représente 5 à 7% du commerce extérieur français et la France est le deuxième exportateur vers l’Afrique après la Chine. L’Afrique au sud du Sahara tient malgré tout une place particulière dans la vie économique de certaines entreprises françaises : Total est un opérateur important non seulement au Congo mais en Angola, le groupe Bolloré assure la gestion de plusieurs infrastructures de transport, les grandes entreprises de travaux publics, malgré l’agressivité de la concurrence chinoise, restent très présentes sur le continent.

Alors, la françafrique existe-t-elle toujours ? Oui, si l’on met sous ce vocable l’intérêt réciproque des Français et des Africains francophones, anglophones et lusophones pour lesquels la France est « l’éducatrice des peuples » qu’interpellait Jean-Paul II au Bourget en juin 1980.

Oui, sur le plan politique comme l’a montré l’intervention militaire en Côte-d’Ivoire pour appuyer la prise de pouvoir par Ouattara. Mais dans ce domaine, on remarque quelques inflexions et le soutien aux gouvernements en place n’est plus si assuré : il est conseillé au président burkinabé de ne pas solliciter un nouveau mandat et l’on regrette que toutes les tendances ne soient pas représentées aux élections présidentielles sénégalaises. Par contre, les élections présidentielles camerounaises ou gabonaises n’ont suscité aucun commentaire alors que leur déroulement n’était guère « transparent ».

L’histoire commune de la France et de l’Afrique au sud du Sahara n’est pas finie. Elle se poursuivra sans

doute de façon plus tranquille, moins soumises aux « affaires ».

[\[1\]](#) Wikipedia